

Comptes rendus des sections

Section des bibliothèques nationales

Les séances du comité permanent des bibliothèques nationales, les 20 et 26 août 1994, étaient présidées par le nouveau président de la section, Peter Scott, directeur de la Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande, le secrétaire étant E. Kolding Nielsen, directeur de la Bibliothèque royale du Danemark.

Dans le programme à moyen terme, les principaux points sont les suivants :

- le renforcement des liens entre la section, la Conférence des directeurs de bibliothèques nationales et les conférences régionales des directeurs de bibliothèques nationales ; M. Scott représente la section auprès de la CDNL et le programme de travail de la CDNL sera publié dans la *Newsletter* de la section : Bendik Rugaas a publié un article sur ce sujet dans la *Newsletter* n° 2 1993 / n° 1 1994 de la section, "Past, Present and Future Relations between the IFLA Section of National Libraries and the Conference of Directors of National Libraries" ;
- les plans stratégiques des bibliothèques nationales ; dans la discussion, les participants se demandent si c'est un outil encore valable, étant donné que les restrictions budgétaires des dernières années ont souvent empêché leur réalisation (M. Scott), M. Smethurst pense qu'il faut les penser en objectifs ;
- le *World Directory of National Libraries*, qui doit être publié sous les auspices de l'IFLA ; M. Scott est chargé du questionnaire ;
- le programme de Pékin 1996 : le thème de la séance publique devrait être « Le dépôt légal des documents électroniques » et celui de l'atelier « L'organisation de la planification » ;
- l'organisation de la « Conférence internationale sur les bibliographies nationales et les services bibliographiques nationaux », qui sera une réunion satellite du congrès de Copenhague.

Parmi les autres sujets abordés :

- le programme d'Ankara (1995) : le thème de la séance publique est « Les prochains défis des bibliothèques nationales » et celui de l'atelier « Les politiques de préservation : rôle des bibliothèques nationales, planification » ;

- le programme « Mémoire du monde » : il vaudrait mieux identifier ce qui est le plus en danger ; V. Bétancourt (Venezuela) donne l'exemple des périodiques du XIX^e siècle en Amérique latine.

Dans la séance publique du 24 août, il y a eu de nombreuses communications ; trop, car le temps a manqué pour les discussions. Le sujet de la séance était le *twinning* entre bibliothèques nationales, terme qui recouvre à la fois un jumelage et une coopération entre ces bibliothèques. Maurice B. Line a fait un article très intéressant sur ce thème dans la dernière *Newsletter* de la section, "The Scope for Cooperation between National Libraries: some ideas and observations".

Le premier exposé, celui de Robert P. Doyle, de l'*American Library Association*, "Library Twinning", donnait une définition du concept : relations entre deux bibliothèques de pays différents, pour améliorer les pratiques bibliothéconomiques, en dépassant les frontières nationales, principalement dans les domaines suivants : le développement de l'accès à la documentation, la formation du personnel, un accès aux nouvelles techniques d'organisation des bibliothèques ; il est indispensable que ces opérations soient profitables aux deux parties contractantes. Robert P. Doyle a présenté le tout nouveau *Guideline on Twinning Program*, disponible au siège de l'Unesco.

B. Andersson et B.M. Pelling, "The Cooperation Project between the Royal Library - National Library of Sweden and the Biblioteca Nacional Ruben Dario, Nicaragua", ont montré l'exemple de la coopération entre une bibliothèque d'un pays développé et celle d'un pays en voie de développement, commencée en 1987 ; une bibliothécaire suédoise hispanophone a été recrutée à temps partiel, ce qui a garanti la continuité et la stabilité du projet ; le budget pour les trois années en cours (1993-1996) est de 4,5 millions de couronnes suédoises (566 000 \$). Plusieurs objectifs ont déjà été atteints : réparation et extension du bâtiment de la bibliothèque, achat de documentation et notamment abonnement à des périodiques, formation permanente du personnel, achat de matériel bureautique et de reproduction

(La *Bibliografía nacional de Nicaragua* est maintenant produite sur micro-ordinateur), visites mutuelles. L'appui sur plusieurs années du SIDA, un organisme officiel suédois d'aide aux pays du tiers monde, a été essentiel, ainsi que l'aide des autres bibliothèques suédoises (collecte de fonds).

Warren Horton, de la Bibliothèque nationale d'Australie, a développé le thème "Cooperation between the National Library of Australia and the South East Asian and Pacific regions". La bibliothèque est étroitement associée au programme des relations culturelles du ministère australien du Commerce et des Affaires étrangères (DFAT) ; par exemple, le programme d'aide à la Bibliothèque nationale du Viet-nam, qui existe depuis longtemps, est considéré comme une importante initiative politique. Il y a d'autre part des conventions culturelles bilatérales avec 23 pays. Une initiative récente de la Bibliothèque nationale est de verser 50 000 \$ à une organisation dénommée ALIIS, *Australian Library and Information International Services*, dont le but est de développer les actions de coopération dans la région Asie/Pacifique. Les relations étroites nouées avec la Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande sont considérées comme de la plus haute importance.

Peter Scott, directeur de la Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande a fait un exposé plein d'humour, précisément sur ce projet ambitieux de créer un seul réseau d'information bibliographique entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie, deux pays de niveau de développement élevé et comparable et sur les difficultés rencontrées ; il semble que la communauté bibliothécaire néo-zélandaise se sente plus impliquée et concernée que les bibliothécaires australiens.

Virginia Betancourt (Venezuela) a fait ensuite un brillant exposé, nourri de nombreuses statistiques, sur la situation actuelle des bibliothèques latino-américaines affiliées à ABINIA (*Asociación de bibliotecas nacionales de Iberoamérica*), « Diagnostico bibliotecas nacionales latinoamericanas afiliadas ABINIA, 1993 », exposé qui sera publié dans *Alexandria*.

Marta Terry, directrice de la Bibliothèque nationale de Cuba, a clos la séance, en parlant de la bibliothèque qu'elle dirige. La Bibliothèque nationale a été créée en 1901 ; elle dépend du ministère de la Culture et est également la tête du réseau des bibliothèques publiques, c'est ainsi qu'elle réalise le catalogage centralisé des livres de ces bibliothèques. Elle est logée dans un bâtiment inauguré en 1958, de 20 000 m² ; les collections sont de 2 500 000 volumes, et se sont beaucoup accrues au moment de la révolution de 1959, de nombreuses bibliothèques privées ayant alors été versées dans les fonds de la Bibliothèque nationale. Il manque de la place désormais pour les collections ; 288 personnes y travaillent dont une majorité de professionnels. L'informatisation du catalogage a commencé, avec la création de bases de données thématiques utilisant le logiciel Micro-Isis. Les difficultés économiques du pays ont des conséquences sur la bibliothèque, sur le volume des acquisitions, mais aussi sur le nombre, en forte baisse, des ouvrages édités à Cuba. Le plan de climatisation des magasins a dû être arrêté. Cependant, un atelier de microfilmage, pour la préservation des documents les plus précieux, a été créé et il y a en projet la création d'un réseau de micro-ordinateurs utilisant Micro-Isis.

Section des bibliothèques de sciences et technologie

Le thème était « Les obstacles sociaux à l'IST », trois papiers ont été présentés :
– *Obstacles linguistiques à l'information scientifique dans le domaine des hautes technologies* par Jagdish C. Agrawal et Saud Al-Mathami ;
– *Les obstacles sociaux à l'information scientifique. Le savoir-lire l'information comme obstacle* par Barbara J. Ford ;
– *Scientific Information can be an under-used Commodity : the Mexican Case* par Jesus Lau.

Quelques points peuvent être soulignés : l'informatisation et l'augmentation des moyens de communication ouvrent des potentialités d'accès à l'information et à la connaissance. Cependant tous les problèmes ne sont pas résolus. Avoir acquis ne veut pas dire être capable d'une analyse critique de l'information, de choisir le meilleur. La formation des utilisateurs sera le problème dans les années à venir. L'égalité des chances n'est pas la même entre les pays. Ne sont pas résolus à ce jour les

problèmes linguistiques (problème par exemple des pays dont la première langue n'est pas l'anglais, problème des pays dont l'alphabet n'est pas latin...).

Atelier commun avec la section de technologie de l'information

Le thème général était « Telecommunication options in the 90s ». Après une présentation d'Internet (historique, services offerts, avenir), les différents protocoles et outils ainsi que l'intérêt de ce réseau mondial ont été présentés ; l'état de la question dans les pays latino-américains a été développé et plus particulièrement l'état des systèmes de télécommunications. Le projet Inmarsat (projet de la section des bibliothèques de sciences et technologie) qui utilise la communication par satellite a été présenté. Malheureusement ce projet est cher. De cette journée ressortent les questions suivantes :

– Internet a son origine aux États-Unis, pays où le problème des accents n'est pas important. Le Canada, la France sont confrontés à cette question. Un groupe de travail étudie au Canada le problème qui ne sera pas résolu tout de suite.

– Qui paie ? Actuellement ce sont les gouvernements (ou des équivalents) qui prennent en charge une partie des coûts. Qu'en sera-t-il ensuite ? Qu'en est-il pour les pays qui n'ont pas de moyens financiers ? Une aide internationale est nécessaire. L'Afrique peu riche en réseaux de communication pose un problème particulier.

Section des bibliothèques publiques

La section continue son travail de révision du *Manifeste de l'Unesco sur la bibliothèque publique* de 1949 (première révision en 1972).

Après la présentation du projet rédigé par Hellen Niegaard et Thierry Giappiconi lors du congrès de l'IFLA à Barcelone en août 1993, la section a recueilli les commentaires venus de tous pays et a mis au point une nouvelle version de ce projet. Il semble que des divergences de vue entre le comité permanent et l'Unesco retardent l'homologation par ce dernier du manifeste dont la présentation est prévue à Paris en novembre 1994.

Abdelaziz Abid, division du Programme général d'information Unesco, a présenté les missions de la bibliothèque publique. Avant tout, les missions de la BP proclamées par le *Manifeste de l'Unesco* sont centrées sur la promotion du livre et de la lecture. Mais la BP a également un rôle social à jouer, différent suivant les pays où elle se développe. Dans les pays développés, c'est avant tout un rôle d'information, la BP étant au service de la communauté en partenariat avec des organismes locaux pour apporter des réponses aux questions des lecteurs sur la vie professionnelle ou sociale. Dans les pays en voie de développement, le besoin d'information apparaît surtout au niveau des populations rurales. La bibliothèque rurale doit être un relais dans la transmission de la connaissance, dans les domaines de la santé, des problèmes de la vie quotidienne et des activités liées au travail de la terre.

Gloria Maria Rodrigues (*Network of COMFENALCO. Public libraries*, Medellín, Colombie) a fait ressortir l'importance du *Manifeste de l'Unesco* sur les BP de Colombie avec l'ouverture, en 1952, de la bibliothèque publique de Medellín, bibliothèque pilote pour l'Amérique latine, centrée sur l'idée du rapprochement entre les différentes communautés.

Après une période de déclin dans les années 1960 par manque de moyens, un séminaire sur les BP en 1985 à Caracas a mis en évidence la nécessité d'un programme de formation des bibliothécaires et d'une diffusion plus grande du *Manifeste de l'Unesco*.

Pour Hellen Niegaard (bibliothèque publique d'Hillerod, Danemark), responsable du groupe de travail sur la révision du *Manifeste*, le texte doit faire ressortir les idées maîtresses du rôle de la BP : la BP comme support de la démocratie, avec des objectifs et des priorités, horaires d'ouverture suffisants, collections ouvertes à tous les supports, rôle social envers les populations défavorisées, alphabétisation, accès à l'information par le biais des nouvelles technologies, reconnaissance des cultures particulières à chaque peuple ou région, nécessité d'une loi sur les bibliothèques qui assure le principe de la gratuité, qui développe la coopération entre bibliothèques au niveau national et international par la diffusion et la mise en pratique des normes de bibliothéconomie.

La promotion du *Manifeste* devrait s'appuyer sur un programme de traduction dans toutes les langues d'ici 1995, de

publication et de diffusion dans les revues professionnelles, les publications gouvernementales, les grandes assemblées comme la Commission européenne, etc. Enfin, la réalisation d'une vidéo sur ce projet serait souhaitable en vue d'une présentation au prochain congrès de l'IFLA à Istanbul en 1995.

Atelier des bibliothèques publiques

Jeudi 25 août, 14 h-18 h. Les bibliothèques publiques contre l'illettrisme.

- Barbro Thomas (Stockholm, Suède). « Introduction aux *Recommandations* aux BP pour la promotion de l'alphabétisation » (Unesco, Paris, 1993).

La mission des BP est de promouvoir la lecture. Le thème de l'analphabétisme a été étudié depuis longtemps au sein de la section des BP, en particulier à Massy en 1989, lors du séminaire de préconférence. En 1990, année internationale de l'alphabétisation, l'Unesco a chargé la section des BP de préparer des *Recommandations pour la lutte contre l'illettrisme* dont la rédaction définitive est parue en 1993.

Ces recommandations s'adressent aux pays développés comme aux pays en voie de développement. Aussi, en raison du niveau très différent d'alphabétisation suivant les pays, les différentes bibliothèques appliqueront les recommandations en fonction de leurs publics et de leurs moyens matériels respectifs.

Il faut souligner le rôle important de la coopération des bibliothèques avec les différents acteurs sociaux, avec les autorités gouvernementales. Faute d'un soutien au niveau des autorités, les BP se heurtent à des difficultés. Il faut aussi mettre en valeur, dans le cas d'envoi d'ouvrages, la nécessité d'une adéquation entre la demande sur place et le choix des ouvrages envoyés. Une aide financière est quelquefois plus profitable qu'un don d'ouvrages.

- Frances Schwenger et Gladys Watson (Bibliothèque de référence de la Communauté urbaine de Toronto, Canada et Alpha Ontario, Ontario). « Alpha Ontario : le Centre de ressources pour l'alphabétisation et l'enseignement des langues ».

Alpha-Ontario est un centre chargé du développement des collections de ressources et des services connexes pour répondre aux besoins des intervenants dans les domaines de l'alphabétisation

des adultes et de l'enseignement des langues officielles aux immigrants. Le centre Alpha-Ontario édite le *Thesaurus canadien d'alphabétisation - Canadian Literacy Thesaurus*, vocabulaire bilingue et a élaboré une base de données Alphabase sur l'alphabétisation et l'enseignement des langues.

- Eddie Barboza (Commission de lecture de l'État Yaracuy du Venezuela) et Norma Gonzalez Vioria (Organisation non gouvernementale pour la lecture. Venezuela). « Un projet de développement de la lecture ».

Présentation d'un projet de développement de la lecture très original en direction des populations indiennes à travers l'exploitation de leurs traditions orales. Le projet consiste à diffuser dans les écoles, par l'intermédiaire de bibliothèques mobiles, des ouvrages qui rassemblent des textes issus de traditions orales et des notes pédagogiques à l'intention du maître. Le rôle de la bibliothèque est, dans ce cas, de compenser l'environnement défavorable de l'enfant concernant la lecture.

Visite des Archives nationales de Cuba

Les « Archives générales du trésor royal de l'île de Cuba » furent fondées par l'ordonnance royale n° 531 du 28 janvier 1840. Situées dans un beau bâtiment de style colonial, datant de 1944, dans la vieille ville de La Havane, les Archives rassemblent sur 25 kilomètres linéaires répartis en 32 dépôts toute la documentation écrite sur papier depuis la période coloniale jusqu'à l'époque actuelle, en particulier : les ordonnances royales (1523-1898), les actes notariaux et de greffes (1578-1944) et les textes de l'intendance du trésor (1718-1862).

Les Archives comportent aussi des fonds spéciaux comme des cartes, des plans et des esquisses datant du XVII^e siècle.

Les Archives nationales ont leurs propres chercheurs qui travaillent dans deux domaines principaux :

- la recherche archivistique (travail sur les fonds, sur l'immigration espagnole à Cuba, sur l'immigration noire et l'esclavage, etc.), élaboration de normes nationales de catalogage ;
- la conservation. Ce dernier secteur rassemble toute une équipe de chercheurs, chimistes, biologistes, techniciens et restaurateurs. En effet, le man-

que de moyens lié à un climat très hostile (taux d'humidité de 80 % et plus, fortes chaleurs et proximité de la mer) explique le très mauvais état de conservation des documents. Un important travail de traitement et de restauration des collections a été entrepris depuis quelques années.

Le 9 novembre 1993, les archives ont inauguré un laboratoire de microfilmage équipé de matériel donné par l'université de Salamanque en Espagne. Le fonds *Gobierno General* constitué de documents sur l'administration générale et locale de 1633 à 1898 a commencé à être microfilmé.

La recherche en laboratoire a permis de mettre au point des procédés très efficaces en milieu tropical de désinsectisation et de désinfection :

- fumigation une fois par mois avec des insecticides du groupe des pyrèthroïdes ;
- désinfection quatre fois par an avec du formaldéhyde à 40 % et du permanganate de potassium.

Enfin, le laboratoire de restauration a été inauguré cette année avec du matériel venu d'Espagne, en particulier une machine qui plastifie les documents par traitement polyéthylène. La restauration manuelle est continue. Le travail actuel porte sur la restauration des périodiques du Centre d'études sur Martí.

Section des publics défavorisés

Thème général : « L'émancipation grâce à l'information ».

En tant que professionnels de l'information, il faut apprendre à nos utilisateurs, les publics dits défavorisés, à savoir trouver et utiliser l'information : marginalisés par leur position (prisonniers, personnes incapables ou déficientes, étudiants handicapés, malades hospitalisés), ils doivent cependant pouvoir posséder les moyens de la recherche documentaire, les outils bibliographiques et en dominer suffisamment le contenu afin de résoudre eux-mêmes les problèmes posés par leur incapacité, que celle-ci soit temporaire ou non.

- Lisbeth Rosenschold (*ER Foundation*, Suède) « Les ouvrages et périodiques facilement accessibles à un public handicapé mentalement ».

Il s'agit d'un des thèmes qui a été le plus étudié par la section des publics

défavorisés. Les handicapés mentaux ont des problèmes de langage, de compréhension. Les bibliothèques publiques n'offrent généralement pas la littérature adéquate à ces utilisateurs : il faut, en effet, mettre sur pied des fonds de documents adaptés et cela relève plus d'une bibliothèque spécialisée que d'une bibliothèque municipale.

Depuis plusieurs années, un groupe d'étude s'est mis en place au sein de la section, et ses travaux ont porté sur, d'une part, la connaissance du matériel nécessaire, et d'autre part, les recommandations concernant des listes de documents de référence. Ces travaux sont en cours, et sont en relation directe avec le *Sixième programme fondamental de l'IFLA* : « La promotion de l'instruction et de la lecture grâce aux bibliothèques ».

Un exemple intéressant est celui de la Suède où la *ER (Easy to Read) Foundation* existe depuis 1987. Elle a mené un certain nombre de travaux : l'édition d'ouvrages et la création d'une maison d'édition, la publication d'un journal de huit pages, l'envoi d'ouvrages de la Fondation grâce à un service postal rapide et la création d'une communauté d'intérêts autour de la Fondation.

L'expérience de la *ER Foundation* s'est révélée très encourageante : des personnes handicapées se sont vu proposer, au sein de la Fondation, des activités de lecture en groupe. Après un temps assez court, elles ont demandé par elles-mêmes à lire des livres ou des journaux.

- Jean-Philippe Accart (centre hospitalier d'Argenteuil, France) « L'information médicale délivrée aux patients hospitalisés ».

Une enquête nationale a été lancée en France en 1992 par la direction des Hôpitaux et la Fondation de France avec pour thème « La lecture à l'hôpital ». En voici les conclusions principales :

Dans l'histoire de l'hôpital, la pratique culturelle de la lecture, développée majoritairement par des associations caritatives et un bénévolat de plus en plus organisé, se heurte à une disparité, voire à une pauvreté de moyens dans nombre d'établissements hospitaliers. Mais l'offre de lecture s'inscrit de plus en plus largement dans la vie des établissements hospitaliers. Même si

90,6 % des lieux de lecture sont accessibles aux malades, le problème de l'accès au livre s'est toujours posé de façon particulièrement aiguë à l'hôpital, en raison des difficultés de déplacement qu'éprouvent certains malades. 70 % des établissements proposent un accès direct et 30 % un accès indirect. Relativement développé dans les centres de moyen et long séjour, ce service est réduit dans les centres spécialisés en psychiatrie.

L'enquête donne de nombreux exemples réussis de la pratique de la lecture en milieu hospitalier. Deux ont été retenus : l'*Association Locomotive* qui, au travers d'une bande dessinée *Pascal et Caline contre Leukemia*, aide les enfants (mais également leurs familles) traités pour des cas de leucémie, à mieux comprendre la maladie, à l'appréhender et à la traiter. *La lecture en milieu gériatrique* est le deuxième exemple. L'accent est mis sur la difficulté de lire pour les personnes âgées pour des raisons socioculturelles, mais également matérielles, ainsi que de confort, notamment (caractères trop petits ; livres trop lourds à porter). Le comportement des équipes soignantes, par l'attention et l'affection montrées aux personnes mises en institution, est un des meilleurs vecteurs vers la lecture.

Ces deux exemples sont représentatifs de l'état de la lecture en milieu hospi-

telier : l'enfant malade et la personne âgée sont les deux types de populations susceptibles de rester le plus longtemps en traitement à l'hôpital. Le livre, la lecture constituent un moyen important et nécessaire d'appréhender la maladie, un traitement long ou un handicap. Ces exemples démontrent aisément l'importance du rôle du bibliothécaire par rapport à l'émancipation du malade : que celui-ci soit un enfant ou une personne âgée, le bibliothécaire représente un des moyens de le faire accéder à une certaine indépendance et autonomie.

- Vibeke Lehnmann (*Library services coordinator* – Madison, États-Unis) « L'information juridique pour les prisonniers ».

L'information juridique pour les prisonniers est un phénomène peu développé pour l'instant en France. L'exemple américain, très frappant, correspond à une législation différente de la législation française : la Constitution américaine soutient le droit des prisonniers et leur donne

le droit d'accès aux informations produites par les tribunaux. C'est à partir de 1960 qu'ils peuvent consulter l'information produite par les cours, et en 1971, un minimum de matériel juridique doit leur être donné. Les détenus illettrés ont également des garanties d'accès à l'information juridique. Des bibliothèques légales voient donc le jour dans les prisons, afin de desservir une population d'un million de détenus. Leurs objectifs sont de deux ordres : délivrer l'information en concordance avec les instructions données par les tribunaux et offrir des collections de livres aux prisonniers.

Les bibliothécaires doivent donc posséder une formation juridique et se voient assigner un certain nombre de responsabilités : la transmission des documents légaux et la coordination et la standardisation des normes en matière d'information juridique.

Des difficultés existent cependant : la formation des bibliothécaires, l'accès matériel à l'information, le fait que la mise en place d'une bibliothèque légale demande des moyens financiers (les bibliothèques présentent un coût certain), et enfin l'augmentation constante de la population carcérale américaine.

- Diane Bays (Bibliothèque nationale du Canada) « Les possibilités offertes aux étudiants handicapés ».

Ce thème est une des préoccupations actuelles de la Bibliothèque nationale du Canada et des bibliothèques des 250 universités et collèges canadiens. La Constitution canadienne reconnaît aux étudiants le droit à l'éducation sans discrimination. Sur une population d'un million et demi d'étudiants, 112 000 présentent un degré d'incapacité.

Les services scolaires et étudiants ont mis sur pied des actions adaptées, pour faciliter l'accès aux structures documentaires. Parmi celles-ci : des rampes d'accès aux bâtiments ; l'enregistrement télévisé des cours ; du temps supplémentaire accordé durant les épreuves d'examen ; des ouvrages en braille pour les étudiants aveugles.

Un programme en neuf points a été dégagé visant essentiellement à coordonner les actions des universités et collèges entre eux.

En conclusion, ces quatre communications montrent l'importance de l'information dans l'autonomie et l'émancipation des publics défavorisés. Intégrer dans les institutions (prisons, hôpitaux, universités, centre de soins psychiatriques) les structures adéquates à chaque type de besoins se heurte un certain nombre de difficultés, tant au plan matériel qu'au plan des mentalités.

Inscrit dans le thème plus général de la conférence générale de l'IFLA, « Le développement social des bibliothèques », le thème de « L'émancipation grâce à l'information » a pris, à Cuba, tout son sens. La preuve en était l'intérêt des participants cubains pour chaque intervention et notamment des bibliothécaires pour les prisons.

Section des bibliothèques pour enfants

Propositions de lutte contre l'illettrisme

Henriette Zoughebi, responsable de la promotion de la lecture en Seine-Saint-Denis et du Salon du livre de jeunesse de Montreuil, réfute le terme de lutte contre l'illettrisme appliqué aux enfants : ce terme projette sur eux, à l'âge où l'on est le plus réceptif, une image négative de leur potentiel : avant même d'avoir appris à lire, sont-ils déjà destinés à devenir des illettrés ? Oui, disent les statistiques. Non, disent quelques-

uns. Pourquoi ne pas parler de promotion de la lecture ?

A propos des recueils de normes et congrès professionnels

La section des bibliothèques pour la jeunesse prépare un recueil de normes pour les services de bibliothèques en direction des adolescents. Elga Cavadias (Grèce) voudrait ouvrir le plus largement possible la réflexion à des professionnels d'autres domaines que celui des bibliothèques, professeurs d'université, éducateurs... Et puis, pourquoi ne pas inviter un jour au congrès des personnalités comme Umberto Eco ? On serait sûr du succès.

A quoi sert une bibliothèque ?

Toujours à propos des adolescents, la même Elga Cavadias a, lors de sa communication en atelier, porté un regard chargé d'humanisme grec sur l'accueil de ce type de public en bibliothèque. Quel doit être notre objectif ? Barder les bibliothèques de gadgets technologiques, quitte à s'essouffler dans cette quête sans fin, et reproduire en petit l'univers futur des adolescents, ou leur proposer au contraire un refuge de valeurs humaines, où l'argent n'existe pas mais où l'imaginaire est roi ?

Centres nationaux de promotion du livre et participation aux congrès internationaux

Larry Lempert (Suède), comme de nombreux congressistes cette année, a déploré la trop faible implication des bibliothèques publiques dans les instances de réflexion internationales ; il a donc suggéré de demander aux centres nationaux de promotion du livre (Suède, Norvège, France...) d'inciter les bibliothèques de lecture publique à participer à l'IFLA, en subventionnant les cotisations annuelles.

Une autre manière efficace de participer au congrès est, en particulier, pour les centres de documentation du livre pour enfants qui n'ont pas toujours beaucoup de moyens, de proposer en congrès une présentation du centre et de ses partenaires privilégiés : à l'idée d'une promotion internationale, beau-

coup de décideurs et de contrôleurs financiers pourraient relâcher les cordons de la bourse.

Rébellion et bibliothèques publiques des pays nordiques

« Réunion informelle » pouvait signifier échange informel d'expériences originales. C'était en fait une critique en règle du fonctionnement actuel des comités permanents et de la structure interne de l'IFLA, accompagnée de gémissements devant le manque de représentation des bibliothèques publiques au niveau de l'exécutif ; dont acte...

Il est vrai que la structure est lourde, il est vrai que les responsables de section reçoivent de nombreux papiers en anglais qu'ils ont mauvaise conscience de ne pas lire. Mais est-ce une raison pour porter le discrédit sur toute l'organisation et vouloir réformer la structure en revenant au bon vieux principe qui a fait ses preuves, celui des experts qui expertisent et des groupes de travailleurs qui travaillent sous les consignes et le contrôle des premiers ?

Il semble que la démocratie existe bien à l'IFLA et qu'elle est composée d'un subtil dosage de tendances et de représentations géographiques, mûrement pesées et équilibrées par les responsables de section qui ont plusieurs années d'ancienneté. Des adolescents, la révolte à la bouche, il y en a aussi dans les rangs de l'IFLA.

Services de bibliothèque pour un public multiculturel

La section a organisé trois rencontres :

- *Une table ronde* lors de la session de préconférence avec pour thème « Les bibliothèques itinérantes pour des publics multiculturels ».
- *Un atelier* avec les sections des bibliothèques publiques, des bibliothèques scolaires et des bibliothèques pour enfants avec pour thème « Les services de bibliothèques pour les jeunes adultes : une perspective internationale et multiculturelle ».
- *Une réunion* avec la section Afrique sur le thème « Les fonds de bibliothèque en langues africaines menacées ». Cette rencontre se situe dans un projet sur trois ans (initié en 1994).

A l'origine de ce projet, un constat : des bibliothécaires ont noté parmi les Africains vivant à l'étranger et plus particulièrement en Europe et en Amérique du Nord une demande accrue pour des ouvrages en langues africaines. Malheureusement on manque d'information concernant ce type de matériel documentaire. En effet beaucoup de ces langues n'existent que sous une forme orale et l'édition locale est très limitée. La section s'est donc donné pour but de faciliter l'accès aux matériaux de bibliothèque en langue(s) africaine(s). Une étude sur la disponibilité de documents va être lancée. Elle devra d'abord identifier les maisons d'édition en Afrique, étudier l'état de conservation de la langue, et l'état de préservation des langues orales par enregistrements et autres matériels audiovisuels. On insistera particulièrement sur les langues parlées par des Africains vivant à l'étranger qui sont très demandeurs auprès des bibliothèques comme par exemple les exilés de Somalie.

Lors de la discussion de nombreux points ont été soulevés :

- Il existe beaucoup de langues africaines : lesquelles faudra-t-il choisir ici ?
- Nombre de réfugiés demandent surtout des ouvrages dans la langue de leur pays d'accueil pour mieux s'y intégrer. Des ouvrages dans leur langue maternelle les intéressent-ils vraiment ?
- Il existe dans certaines bibliothèques (Suède par exemple) des ouvrages en langues africaines, mais les variantes culturelles (que l'on constate tant dans le texte que dans les illustrations) et linguistiques d'un groupe ethnique à l'autre sont si nombreuses que peu se reconnaissent dans tel ou tel ouvrage... A la BPI, on peut consulter des ouvrages en 28 langues et dialectes d'Afrique, ce qui est bien loin des centaines de langues et dialectes que l'on y utilise de nos jours.

- Si les langues africaines sont nombreuses, les dialectes plus encore : ainsi, au Cameroun on parle plus de 200 langues et dialectes différents.

- Les maisons d'édition africaines sont encore peu nombreuses. Il faut cependant savoir qu'il existe à Oxford un collectif de 25 éditeurs de tout le continent africain publiant en langue africaine. Un catalogue de ressources s'avère nécessaire : il est en effet très cher de faire venir tel ou tel livre.

- Parmi les Africains vivant à l'étranger, il faut distinguer ceux qui viennent d'arriver, pour lesquels la tradition reste forte, et ceux nés en Europe et donc déjà coupés de leur langue et de leur culture d'origine. Dans ce deuxième

groupe se retrouvent les enfants scolarisés pour lesquels les parents demandent des cours en langue maternelle (ce qui se fait au Danemark dans le cadre de l'institution scolaire, mais après les heures d'école).

Pour que la section mène à bien ce projet « langues africaines », une année est encore nécessaire.

En projet également : l'édition d'une nouvelle version de *Communautés multiculturelles : orientations pour un service de bibliothèque*. Une année est encore nécessaire pour mener à bien cette nouvelle édition. Une traduction en italien a été demandée à la section. Il est prévu de transmettre ces « orientations » à la section chinoise pour qu'elle en organise la traduction en vue de la conférence de Pékin.

Les conférences d'Istanbul (1995) et de Pékin (1996)

Lors de la conférence d'Istanbul, cinq interventions sur le projet Afrique sont envisagées. Une session est également prévue sur « Les services de bibliothèques pour les Turcs vivant à l'étranger » plus particulièrement en Allemagne, France, Hollande...

Lors de la conférence de Pékin, la section envisage une session sur « Les systèmes informatisés et les matériaux multi-scriptes ». En prévision une préconférence conjointement avec la section catalogage et/ou la section classification-indexation avec pour thème « Au-delà des barrières linguistiques : les vedettes matières, un système global unifiant ». Également des interventions sur les minorités en Asie (Chine, Japon).

Division du contrôle bibliographique

Une réunion du bureau de coordination de la division du Contrôle bibliographique s'était tenue à Francfort les 28 et 29 avril 1994. Elle a permis de faire le bilan des activités de la division et de préparer le congrès de La Havane : un plan d'action en 23 points a été établi et réalisé depuis (par exemple : échanger les *Lettres d'information* des sections ; nommer les responsables de la liaison avec l'*IFLA Journal*, et ceux des archives des sections ; préparer les documents pour les différents projets, etc.)

Le principe d'une réunion du bureau de coordination entre deux congrès a été

retenu et une réunion est prévue en mai 1995 à l'université McGill de Montréal.

Nouvelles de l'UBCIM

(Programme fondamental pour le contrôle bibliographique universel et UNIMARC).

Actions en collaboration avec la division du Contrôle bibliographique dont les responsables ont participé :

- aux séminaires CBU/UNIMARC de Dakar (novembre 1993) et de Vilnius (juin 1994) ;
- à la révision des *Names of Persons* : un consultant, Russell Sweeney, a été désigné ; le premier document de travail sera prêt au printemps 1995 ;
- au projet d'un séminaire pour les Africains anglophones à Accra (Ghana) en février 1995 (avec le programme ALP) ;
- à des publications : nouvelle édition du manuel UNIMARC sur feuillets mobiles (en anglais), brochure : une introduction à UNIMARC (en anglais) et UNIBASE : base de démonstration et de formation à UNIMARC, sur CDS/ISIS, disponible sur disquette.

Section de bibliographie

Le plan d'action de la section a été défini ainsi :

- Établir les critères pour mesurer la qualité des services de bibliographie nationale. Une communication a été faite à ce sujet pendant la session.
- Étudier l'écart technologique entre les différentes agences bibliographiques nationales et mettre au point des recommandations pour diminuer cet écart. Le président de la section, Ross Bourne, est personnellement investi dans cette étude. Un document doit être préparé pour la fin de l'année 1994, à partir des expériences lituanienne et namibienne : Ross Bourne a pu prendre la mesure de la situation lituanienne à l'occasion du séminaire de Vilnius, et Barbara Bell, membre du comité permanent, est pour un an en Namibie afin de mettre en place la bibliographie nationale.
- Le projet de la section pour 1995, accepté par le bureau professionnel, consiste en une étude menée par un des membres du comité permanent, Robert Holley, sur les nouvelles tendances dans la diffusion des bibliographies nationales. Une enquête sera menée avec une attention particulière pour les pays

en développement. Les possibilités d'accès aux données et les limitations d'usage, l'offre en matière de CD-ROM, actuelle et en projet, la disponibilité *via* Internet, seront les thèmes du questionnaire.

- Poursuivre le travail déjà entrepris sur les critères du contrôle bibliographique rétrospectif : thème pour le congrès de 1977.
- Mettre en place un système de contrôle international pour les autorités : Participation au projet de la révision des *Names of Persons*. Le contrôle des autorités sera le thème central du programme de la session en 1996.
- Établir une liste de critères pour tester les bases de données informatisées : pas de projet pour le moment.
- Organiser une nouvelle conférence internationale sur les services de bibliographie nationale en 1997 : vingt ans après la conférence de 1977, quel bilan peut-on tirer des recommandations d'alors, quelles perspectives se dessinent actuellement? Un comité a été constitué avec une collègue danoise, Mona Madsen, pour faire le lien avec les organisateurs locaux. Un programme va être préparé et circuler dans les sections concernées pour commentaire, avant la réunion de ces sections pendant le congrès de l'IFLA de 1995.

Le programme de la session a été centré sur l'Amérique latine et les Caraïbes : bibliographie nationale à Cuba, au Salvador, livres disponibles aux Caraïbes.

Araceli Garcia Carranza, responsable de la Bibliographie nationale cubaine, pourrait se présenter aux élections du comité permanent de la section, car il existe un réel problème de représentation en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Certains craignent qu'avec les « autoroutes de l'information », le contrôle des droits devienne un cauchemar. Il se peut que les technologies numériques impliquent une structure complètement nouvelle pour la protection et l'application des droits. Le risque est que des règles trop rigides constituent un frein pour l'accès à l'information ou bien que le coût en devienne trop élevé. La position de l'IFLA a été définie en 1991 : *Les bibliothécaires et les professionnels de l'information travaillent à un point d'équilibre entre les besoins légitimes des usagers de travaux protégés et les droits légitimes des détenteurs de copyright*. Mais cet équilibre est difficile à trouver.

Section de catalogage

Les activités de la section s'organisent essentiellement autour des axes suivants :

- Groupe de travail sur les spécifications fonctionnelles des notices bibliographiques. C'est un des projets majeurs de la division. Trois consultants y travaillent sous la direction de Nancy John. L'objectif est d'examiner les différentes fonctions des notices (y compris les points d'accès), selon les besoins des utilisateurs et les supports. Le rapport doit examiner les entités, les attributs, les relations et les fonctions actuels et proposer les concepts qui serviront de cadre pour le développement de la nouvelle génération de normes bibliographiques. Il doit être terminé dans le courant du mois de septembre et la traduction française en sera assurée.
- ISBD simplifiés. A la fin de l'étude sur les spécifications fonctionnelles des notices bibliographiques, le travail sur la simplification des ISBD pourra commencer : révision pour simplifier les normes, et pour définir un niveau minimal de catalogage. Le groupe de maintenance des ISBD a été créé à Barcelone : John Byrum (LC) en est le président. La révision de l'ISBD (CF) (*computer files*) est commencée.

- Révision des classiques anonymes.
- Inclure les données de conservation dans les notices bibliographiques (ou dans des notices liées? exemple de la fiche de santé dans le futur système d'information).
- Catalogues multilingues et multi-alphabets : thème central pour le congrès d'Istanbul.
- Projet d'un atelier commun avec la section des nouvelles technologies. Le programme de la session a été consacré au rapport du groupe de travail sur les spécifications fonctionnelles, car l'atelier qui devait lui être consacré a été annulé.

Section classification et indexation

- Les *Guidelines for Subject Authority and Reference Entries (GSARE)* ont été publiés (UBCIM Publications – new Series, vol. 12) en automne 1993.
- Groupe de travail sur les principes sous-tendant les listes d'autorité ma-

tières : document en cours de rédaction.

- Participation de la section au groupe des spécifications fonctionnelles, au comité pour la révision du format UNIMARC des données de classification, au comité éditorial de la CDU.

Le programme de la session a été consacré à Cuba et au Brésil, ainsi qu'à une communication d'un chercheur hollandais sur les aspects sociologiques de la classification.

- Projet d'une étude sur l'état de l'art des systèmes d'indexation matière et d'un pré-séminaire du congrès de Pékin, en Thaïlande, sur le rôle des agences bibliographiques nationales.

Section des acquisitions et des échanges

La section est présidée par Ulrich Montag (Allemagne), le secrétariat est assuré par Marjorie Bloss (États-Unis), tous deux réélus en 1993. Les travaux de la section se déroulent en anglais. Le comité permanent a 19 membres élus dont 3 français : Marie-Claire Debackaere (Institut français du pétrole), Marie Avril et Mireille Chauveinc (BNF). Le mandat de Marie Avril se termine en 1995.

Les objectifs de la section

Activités

Le comité de liaison de l'IFLA avec les éditeurs (PLC), idée lancée à Stockholm en 1990 par Ulrich Montag sur la nécessité de discuter avec les éditeurs et les libraires des problèmes que posent les nouvelles technologies, commence à prendre forme. Les bibliothécaires et éditeurs européens (ELP) sont préoccupés par les questions de copyright des publications électroniques particulièrement et les tarifs différentiels.

Projets en cours

Proposition de Tatiana Ershova, de la Bibliothèque d'État de Russie (l'ancienne bibliothèque Lénine) : sortir à leur frais des bibliographies sur le développement des collections. On a demandé à Mme Ershova comment cette bibliographie différait de ce qu'on trouvait dans LISA. Elle ne connaissait pas cet outil et n'a donc pas pu définir plus clairement son projet.

• Publication d'une brochure décrivant les activités de la section. Le texte a été soumis aux différents membres. Les réactions et modifications doivent être envoyées à Marjorie Bloss par courrier électronique si possible. M^{me} Debackaere a proposé de la traduire en français.

• Projet de publication d'une nouvelle édition du *Manuel des échanges internationaux des publications*. Étant donné la crise économique mondiale et l'instabilité politique des pays de l'Est et du tiers monde, il semble inopportun d'entreprendre une telle publication.

Programme des deux prochaines conférences

Istanbul (1995)

Sont prévus un Open forum, une réunion plénière organisée conjointement avec la division sur « Les effets de la technologie sur les collections et les services » et un atelier d'une journée. Le thème retenu pour l'atelier concerne particulièrement les difficultés que les pays de l'Ouest rencontrent pour acquérir les publications provenant des pays de l'Est. Michael McLaren-Turner (*European languages collections, British Library*) a accepté de l'organiser et d'animer les débats. Des intervenants sont déjà proposés : Kubon et Sagner (point de vue d'un vendeur), le directeur des acquisitions à la Bibliothèque de l'État de Russie (Lénine) et Marie Avril qui parlera de l'expérience de la BNF.

Pékin (1996)

Dora Biblarz (États-Unis) a proposé un sujet de la part d'un collègue de l'université de Cornell : "Building the electronic library", qui présenterait les différents aspects concernant la section : les acquisitions et le développement des collections. Le sujet proposé pourrait s'étendre à un atelier comprenant une discussion avec des intervenants, des démonstrations sur, par exemple, comment sélectionner des titres sur Internet.

Réunion plénière

La réunion plénière a traité certains aspects des effets sur les acquisitions de l'évolution de la société. Un public nombreux a assisté aux trois présentations et a activement posé des ques-

tions. Cela est remarquable car l'une des communications était en français.

Marie-Claire Debackaere, de l'Institut français du pétrole (IFP), a évoqué les problèmes rencontrés pour obtenir la littérature grise, l'Institut en étant lui-même un gros producteur. Identifier et acquérir de la littérature grise a toujours posé de nombreux problèmes aux spécialistes de l'information. Après avoir décrit ce type de document, ses nombreuses sources et son volume, M^{me} Debackaere a exposé les principales initiatives prises au plan national (projet Griseli en France, BLDSC, NTIS) ou international (SIGLE, base de données de la CEE) et destinées à en faciliter l'accès sans oublier les différentes possibilités que peuvent offrir les nouvelles technologies (norme de structuration des documents sous SGML, bases de données comme le *World Translations Index* géré par le Centre international des traductions de Delft, réseaux comme Renater ou Internet).

Tatiana Ershova (Bibliothèque d'État de Russie, Moscou) a fait état des conséquences de la nouvelle situation économique sur les méthodes et la politique d'acquisition dans les bibliothèques de Russie : chute du système centralisé de fourniture de documents et d'information de l'ancienne Union soviétique ; changements importants dans les collections de la BN où le dépôt légal est désorganisé ; désintégration du réseau central de collecte des livres ; suppression de l'allocation de devises qui permettait autrefois d'acquérir les publications étrangères les plus importantes ; manque de confiance dans l'économie de marché ; difficulté de plus en plus grande à utiliser les échanges tant nationaux qu'internationaux.

Galina Kislovskaya (Bibliothèque de littérature étrangère, Moscou) a parlé plus particulièrement des effets de la nouvelle situation économique sur les acquisitions étrangères des principales bibliothèques de Russie. La pénurie des ressources dans le domaine de l'information a eu un effet désastreux sur la recherche dans le pays. Les principales sources d'acquisitions d'ouvrages étrangers (achats, échanges, et dons) étaient dans le passé le privilège de quelques bibliothèques. Elles étaient les seules à avoir la permission d'acheter en devises et de faire des échanges avec les bibliothèques étrangères. Les pressions du gouvernement n'existent plus mais la crise économique impose ses restrictions. La Bibliothèque de littérature étrangère a développé des stratégies pour s'adapter à la nouvelle situation :

accords avec des institutions étrangères pour des actions communes (création du Centre culturel français dans les locaux), recherches de dons, et de sources de revenus (la BLE a réuni environ 874 500 \$ par an), coopération dans le partage des ressources (création du Centre américain en 1993 dont la bibliothèque a complètement changé les normes des bibliothèques traditionnelles en Russie), utilisation des nouvelles technologies (accords passés avec un organisme de Grande-Bretagne, IME, pour l'informatisation de quelques bibliothèques russes).

Section des livres rares et manuscrits

Lors de ses deux réunions de comité, la section des livres rares a fait le point sur les projets de longue haleine auxquels elle apporte son soutien. En premier lieu, l'ABHB : *Annual Bibliography of the History of the Book – Bibliographie annuelle de l'histoire du livre*, dont le prochain volume va sortir avant la fin de l'année. C'est le tome 23, concernant 1992. Tous les continents apportent leur contribution à cette bibliographie courante, avec cependant des lacunes en Amérique latine. Toute bonne volonté manifestée par des historiens du livre latino-américains sera la bienvenue auprès du secrétariat général de l'ABHB³.

Quant au catalogage rétrospectif dans les bibliothèques européennes, la section poursuit ses contacts avec la Ligue des bibliothèques européennes de recherche. Parallèlement, l'établissement d'un format international de catalogage automatisé de manuscrits fait toujours l'objet de réflexion. Il s'agit d'adapter l'UNIMARC au catalogage des manuscrits. Un rapprochement tactique avec la section de bibliographie (pour les Français, Isabelle Boudet et Françoise Bourdon) sera mis au point pour lancer en 1997 un cycle de conférences et de débats sur l'état des bibliographies rétrospectives, nationales, européennes, ou internationales et les services bibliographiques qui en découlent.

3. General Secretariat for ABHB : Dept. of Special Collections, Royal Library, PO Box 90 407, 2509 LK Den Haag, Pays-Bas.

Nouveau projet : un répertoire international des cachets de bibliothèque

Sur une proposition de David Pearson (Grande-Bretagne) est envisagé un répertoire international des cachets de bibliothèque. Historiens et bibliothécaires s'intéressent de plus en plus à la provenance des livres – et l'on sait que les livres anciens ont beaucoup circulé, y compris entre institutions – et par conséquent aux outils de travail permettant le déchiffrement des marques de propriété, surtout lorsqu'il s'agit d'institutions étrangères dont les cachets sont parfois difficiles à interpréter.

La section va donc chercher à rassembler, par pays et par ville, des reproductions des cachets anciens et récents des grandes bibliothèques. Il a été décidé, dans un premier temps, de s'en tenir aux bibliothèques encore existantes, en laissant de côté les institutions disparues ou dispersées. Les résultats pourraient être édités et publiés.

Réunion plénière : livres rares dans les bibliothèques latino-américaines, conservation et accès

M^{me} Olga Vega, de La Havane, a présenté les collections de livres rares et de manuscrits de Cuba. M. Laurence Hallewell, de New York, a esquissé un historique des bibliothèques nationales en Amérique latine – qui ont souffert des soubresauts politiques : bien peu peuvent se targuer d'une continuité sans interruption. Enfin, M^{me} Francesca Hernandez, de Madrid, a exposé un projet de catalogage automatisé des fonds anciens hispano-américains : faute de moyens techniques et humains, le catalogage est centralisé à la Bibliothèque nationale de Madrid, à partir de bordereaux sur papier collectés en Espagne et dans divers pays d'Amérique latine.

Prochaines conférences générales

Istanbul, 1995

Les Français les premiers, puis les Anglais et Allemands, ont récemment mené à bien de nouvelles histoires de l'édition de leur pays respectif. Cela a entraîné une nouvelle approche de l'histoire du livre. Quelques-uns des principaux collaborateurs de ces entre-

prises seront invités à tirer le bilan de ces recherches nationales, pour ouvrir une perspective internationale. D'autre part, un atelier sera consacré à l'utilisation des nouvelles technologies pour les recherches universitaires consacrées au livre ancien (projet européen INCI-PIT, usage du système Iconoclass, CD-ROM et vidéodisques...).

Pékin, 1996

Le thème général sera : « Comment, pour des institutions de pays en voie de développement, collecter des livres rares sans budget d'acquisition ? »

Copenhague, 1997

Ce sera l'année des réunions conjointes avec d'autres sections : outre les conférences évoquées plus haut, un débat pourra avoir lieu, en coopération avec la section des publications en série, à propos des périodiques de l'Ancien Régime.

Section sur la conservation

Le comité permanent a examiné un programme d'action, comprenant une *Newsletter* trois fois par an, la publication de brochures (l'une sur le papier permanent confiée à M. Frazer, l'autre sur les plans d'urgence à M^{me} Skepastianu), l'organisation d'un pré-séminaire avant Istanbul pour les restaurateurs, le thème du prochain congrès (conditions de conservation dans les

nouvelles bibliothèques), le suivi des travaux de l'ISO TC 46 SC10 (permanence du papier, conditions de stockage, matériaux de reliure).

La séance plénière a été commune à la section et à l'Amérique latine avec trois exposés : le premier était consacré au programme de sauvetage des archives historiques du ministère de l'Urbanisme du Venezuela et comprenait notamment la présentation de nombreux plans d'architectes. Dans ce programme sont posés tous les problèmes spécifiques de la conservation dans les climats tropicaux (N. Jimenez, Venezuela). Nécessité des analyses chimiques, utilisation de l'amidon de riz au profit de celui du blé, suppression des adhésifs, défiance vis-à-vis des traitements au carbonate de méthyl-magnésium furent les thèmes de cet exposé.

Les deux autres exposés évoquèrent les problèmes liés au climat (W. Smith, Australie), la climatisation, le papier et la recherche, en Thaïlande, de papier à base de riz moins coûteux que les papiers Japon.

Une autre réunion fut consacrée à la conservation dans les climats tropicaux, avec un exposé sur la politique de conservation des Archives nationales de Cuba, et de la Bibliothèque nationale du Brésil, sur l'entretien des collections au Venezuela, sur l'apprentissage à distance de la conservation. Ce qui ressort de ces exposés est qu'il est nécessaire de passer d'actions non coordonnées à des plans d'action réfléchis, soigneusement élaborés qui guident l'action quotidienne (nettoyage des magasins, dépoussiérage des collections).

Une visite du département de conservation de la Bibliothèque nationale José-Martí a été organisée par Marcos Rodríguez, son directeur. Une équipe de vingt personnes assure les travaux classiques de restauration (reliures, désacidification aqueuse, comblage) et une fois par semaine dépoussièrent les collections. Depuis un an, le département a entrepris un programme de microfilmage systématique à la source des ouvrages cubains reçus par dépôt légal (deux caméras). Cependant les conditions actuelles (coupures d'électricité, approvisionnement des matériaux) gênent considérablement le travail de l'équipe.

Section des bâtiments et des équipements de bibliothèques

Plusieurs axes de travail ont été définis.

- Augmenter le nombre des inscrits à la section (actuellement 101) par la promotion de celle-ci notamment dans le numéro de *Newsletter* qui devrait sortir au début d'octobre prochain et inciter davantage de délégués à participer aux réunions du comité permanent lors des conférences générales.

- Organiser de nouveaux séminaires sur la construction des bibliothèques dans le monde, à l'instar de ceux qui avaient été réalisés tous les deux ans environ jusqu'en 1989, date du dernier séminaire qui s'était tenu à Bordeaux, le prochain pouvant être organisé dès 1995, avec la 61^e conférence générale.

- Rédiger des articles faisant le point sur la situation des bâtiments des bibliothèques et les projets existants dans quelques pays. Pour les bibliothèques universitaires françaises, Marie-Françoise Bisbrouck, chargée de mission pour la construction de ces bibliothèques à la DISTB du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, écrira un article.

- Préparer une réunion d'ouverture de la section pour la prochaine conférence générale (Istanbul).

Trois points ont ensuite été particulièrement discutés :

Le lieu du séminaire sur la construction des bibliothèques. De l'avis général, il ne peut avoir lieu en Turquie mais dans un pays peu éloigné, ce qui permettrait à ceux qui participent à la 61^e conférence de s'y rendre aisément (le séminaire aurait lieu la semaine précé-

dente). Deux hypothèses de localisation pourraient être envisagées : soit en Allemagne (Berlin ou Stuttgart), à défaut aux Pays-Bas (La Haye ?). L'important est de trouver un comité d'organisation compétent au plan local. Il sera important de trouver un ou des sponsors afin de financer la venue au séminaire d'un délégué d'un pays en voie de développement, peut-être de Cuba.

Le thème du séminaire : un consensus s'est dégagé en faveur de la reprise du thème qui avait été retenu pour le séminaire de Barcelone, en 1993, lequel avait été annulé au dernier moment : les concours d'architecture. L'autre thème possible tournait autour du thème général de la 61^e conférence : les bibliothèques du futur.

La session d'ouverture de la 61^e conférence. Dans le cadre du thème de la conférence générale, la section des bâtiments pourrait proposer un débat autour de deux positions : pour ou contre les bibliothèques du futur, et la traduction de l'une et l'autre de ces positions en ce qui concerne la conception et le programme d'un nouveau bâtiment de bibliothèque. Plusieurs intervenants sont pressentis : Kenneth Dowlin (bibliothèque publique de San Francisco), François Reiner (médiathèque de la cité des Sciences et de l'Industrie), une personne du réseau PICA (Pays-Bas).

Réunion plénière

Elle a eu lieu le mardi 23 août sur le thème des édifices de bibliothèques en Amérique latine, sous la présidence de Wim Renes.

- La construction d'une bibliothèque publique / centre culturel à Bogota par Lina Espinaleta de Villegas, de la bibliothèque Luis-Angel-Arrango de Bogota (Colombie). Après avoir fait rapidement le point sur la situation des bibliothèques en Colombie, puis à Bogota, M^{me} de Villegas a détaillé le projet de construction de la bibliothèque-centre culturel de Bogota. Le programme a été préparé en 1984, la construction a commencé en 1987 pour une ouverture au public en 1990, après un an d'attente. La définition des missions de cette bibliothèque, l'analyse du programme, les difficultés liées à l'implantation du bâtiment dans le centre historique de la ville (respect de l'architecture environnante), les choix d'organisation des espaces, l'organisation interne des services techniques et administratifs de la bibliothèque, son

informatisation, la place faite à l'audiovisuel, aux espaces réservés à la musique, aux expositions, ont tour à tour été évoqués, mis en valeur par des diagrammes et des diapositives. Aujourd'hui, plus de 10 000 usagers par jour fréquentent cette bibliothèque dont le bâtiment, y compris les espaces du centre culturel, atteint près de 40 000 m².

- Les bibliothèques à Cuba par Sara Escobar Carballal, de la Bibliothèque nationale José-Martí de La Havane, a fait le point sur les différents types de bibliothèques à Cuba et sur la politique de développement de ces bibliothèques à compter de la révolution cubaine.

Quelques dates clés pour ces bibliothèques : 1727, création de l'Université pontificale avec une petite bibliothèque ; début du XIX^e siècle, création de la première bibliothèque publique ; 1902, création de la Bibliothèque nationale, qui a connu de nombreux changements de lieux, le dernier étant son aménagement, très noble, en 1958 sur un peu plus de 22 000 m² ; 1937, inauguration de la bibliothèque universitaire centrale de La Havane et depuis la révolution, création de nouveaux bâtiments et amélioration de nombreux bâtiments existants.

Plusieurs cas concrets de transformations de bâtiments ont ensuite été décrits (bibliothèques installées dans d'anciens séchoirs à café ou dans une ancienne usine de charcuterie) ainsi que la réalisation intéressante de bibliothèques dans des sucreries, le ministère de l'Industrie sucrière intervenant pour la construction ou l'aménagement d'un local et son équipement en mobilier, le ministère de la Culture prenant en charge les documents et le personnel.

- Le projet de construction de la bibliothèque de La Haye par Wim Renes, directeur de la bibliothèque publique de La Haye. Wim Renes retrace les grandes étapes du projet depuis le choix du terrain par la municipalité dès 1982, les premières réflexions qui ont permis de mettre au point le programme en 1986, jusqu'à la réalisation du nouveau bâtiment dont l'ouverture au public est prévue à la mi-1995.

Il évoqua tour à tour :

- le choix de la municipalité de lier le nouveau bâtiment de la bibliothèque au futur hôtel de ville, ce qui entraîna, outre des difficultés financières de réalisation d'une double opération, des compromis de part et d'autre dans la conception des deux institutions ;
- le changement d'image de marque de la bibliothèque issu de son installation

dans un nouveau bâtiment, l'actuel datant des années 1920 ;

- la complexité de la planification d'un tel équipement, centre nerveux d'un réseau important de bibliothèques de quartier ;

- les douze années de travail nécessaires à la réalisation d'un tel projet ;

- le concours d'architecture de 1986, où six architectes de renom international furent mis en compétition, à l'issue de laquelle l'architecte Richard Meier (États-Unis) fut désigné lauréat du projet global de la bibliothèque et de l'hôtel de ville en 1989 seulement et après de nombreuses modifications du projet initial ;

- le travail de chaque instant avec les architectes pour améliorer le projet lauréat, qui était encore loin d'être satisfaisant sur le plan des fonctionnalités à attendre d'une bibliothèque moderne.

Les grandes fonctions par niveau sont ainsi réparties :

- au rez-de-chaussée, le prêt, une salle de lecture, des espaces d'exposition, quelques rayonnages avec des collections grand public, la cafétéria ;

- au premier étage, le département de l'information avec les collections de références et l'accès aux catalogues en ligne ainsi qu'aux bases de données ;

- au deuxième étage, le département des enfants et d'importantes collections de romans pour adultes en dix langues ;
- aux troisième, quatrième et cinquième étages, les collections documentaires organisées par grandes disciplines ou grands thèmes transversaux, ainsi que le département de la musique ;

- au sixième étage, les espaces axés sur les services offerts aux groupes ;

- aux sixième et septième étages, l'ensemble des espaces de travail réservés au personnel (administratifs et techniques).

L'aménagement intérieur de la bibliothèque est réparti du point de vue des compétences d'intervention entre l'architecte Richard Meier et une firme allemande, la firme Schulz (de Speyer).

La conclusion de Wim Renes porte sur quelques points essentiels, à l'issue d'un processus très long de gestation et de réalisation du projet :

- les nombreux paramètres à prendre en compte pour la construction d'une nouvelle bibliothèque, grâce, ou à cause desquels, il y a de multiples choix possibles et donc plusieurs solutions ;

- le temps que le personnel consacre au processus complexe de programmation et de construction du bâtiment (trois personnes y ont travaillé à plein temps depuis le point de départ du projet) ;

- les chances de succès, liées au fait que le personnel de la bibliothèque dis-

pose d'un vrai pouvoir de décision face à l'architecte et à la municipalité en ce qui concerne tous les aspects fonctionnels du projet ;

- les groupes de travail créés à l'intérieur de la bibliothèque pour que le personnel s'approprie petit à petit le nouveau projet et entre ainsi dans le processus de changement qui va résulter de la mise en service d'un nouveau bâtiment, très différent de l'ancien dans ses dimensions (110 000 m² au total dont environ 35 000 m² pour la bibliothèque), dans son architecture et dans son organisation interne.

Atelier sur les télécommunications pour les années 1990

Le réseau Internet

Cet atelier était organisé par le programme UDT, la section de la technologie de l'information, la section des sciences sociales et celle des bibliothèques scientifiques autour d'un thème tout à fait porteur : le réseau Internet. En fait, il ne s'agit pas d'un réseau, mais d'un réseau de réseaux. C'est ce qui nous a été expliqué au cours de la première session, très bien organisée par le programme UDT, avec, notamment, les communications sur disquette.

Créé en 1969 par le ministère de la Défense américain sous le nom d'ARPANET, le réseau est en fait un essai de connexion entre eux des ordinateurs pour échanger des programmes et des données à des vitesses extrêmement rapides. Repris par les universités en 1986 lors de la création de cinq super-ordinateurs en réseau (NSFnet⁴), il s'est ensuite mondialement développé par la connexion à ce réseau américain des réseaux nationaux pour relier actuellement deux millions d'ordinateurs, eux-mêmes regroupés en sous réseaux (3 400 réseaux et 25 millions d'utilisateurs dans 126 pays). Pour donner un exemple, les ordinateurs des universités françaises sont reliés par un réseau français RENATER. Celui-ci est connecté à Internet, ce qui permet d'accéder aux deux millions d'ordinateurs des autres pays. Internet utilise le protocole de connexion TCP/IP⁵ qu'il suffit d'adopter pour se brancher sur le réseau. Il y a,

en fait quatre niveaux de réseau : le réseau local (LAN), à l'intérieur d'une entreprise, d'une université, le réseau régional, le réseau national (RENATER) et Internet.

Ce qu'il y a de surprenant pour un système aussi puissant, c'est qu'il n'y a pas d'organisation centralisée ni de structure juridique. Il fonctionne sur le mode coopératif par concertation entre les partenaires qui sont souvent les gouvernements. Le représentant français est l'INRIA. Il y a peu de support technique et le développement est assez anarchique, chacun proposant des améliorations disponibles gratuitement sur le réseau. Il n'y a aussi aucun contrôle sur l'information disponible, ce qui peut créer des problèmes graves. Il semble aussi qu'il soit peu onéreux pour l'utilisateur, celui-ci n'ayant à payer que sa connexion au réseau national.

Par contre, il offre d'importants services.

Le courrier électronique

C'est un mode de communication international qui tend à remplacer la poste. Il suffit d'avoir une adresse pour y participer. La plupart des collègues étrangers vous donnent leur « e-mail » ou adresse électronique. Cette adresse est constituée du nom de l'utilisateur suivi du nom de la machine qui l'héberge et du pays.

Les groupes de discussions

Ce sont des forums où chacun échange son opinion autour d'un thème donné. En s'inscrivant à un groupe, on reçoit tous les messages destinés à ce groupe.

L'accès à une machine à distance (TELNET)

Ayant accès à de nombreux ordinateurs, l'utilisateur peut faire effectuer ses travaux informatiques sur un de ces ordinateurs ayant de la mémoire libre (*remote login*) ou interroger plus de 300 catalogues de bibliothèques (dont 30 en France).

Le transfert de fichiers

Que ces fichiers soient des programmes ou des données textuelles, ils peuvent être transférés à grande vitesse d'une machine à l'autre. Notamment, sont disponibles dans le réseau de nombreux programmes libres (*anonymous file transfert*) qui peuvent être utilisés par tout un chacun, gratuitement. Des

4. National Science Foundation Network.

5. Transmission control protocol / Internet protocol.

textes, des catalogues de bibliothèques peuvent aussi être transférés.

Mais le système était relativement difficile à utiliser par suite de la richesse des informations qui s'y trouvent et entre lesquelles il fallait naviguer. C'est pourquoi un certain nombre de partenaires (universités américaines) ont développé des programmes pour faciliter l'accès des non-professionnels (ce sont les outils de navigation) :

- GOPHER est un outil développé par l'université du Minnesota pour établir des menus et parcourir les fichiers disponibles ;
- ANARCHIE est un produit de l'université McGill, amélioré par les Australiens, pour indexer les fichiers ;
- WAIS a été développé par *Thinking Machines Corp.*, pour une indexation sur tous les mots d'un texte ;
- World Wide Web a été développé par le CERN pour un marquage selon la méthode hypertexte pour faciliter la recherche de textes et d'images ;
- MOSAIC a été développé par l'université de l'Illinois et offre une interface agréable pour accéder aux fichiers.

Pour les bibliothèques, l'intérêt d'Internet est l'accès, à un coût modique, à de grands catalogues de bibliothèques (Bibliothèque du Congrès), mais aussi à de plus spécialisés. Pour les scientifiques, Internet permet l'accès (et le transfert) de documents numérisés dans des journaux électroniques.

Section des statistiques

Le comité permanent de la section a tenu deux réunions, le dimanche 21 et le jeudi 25 août, où ont été évoqués l'activité de la section, les projets en cours et le programme des conférences futures.

Projets en cours

- *Répertoire des agences de statistiques de bibliothèque*

L. Kozlova, de la Bibliothèque d'État de Russie, conduit le projet qui devrait s'achever à la fin de l'année. Une lettre de rappel a été envoyée à 393 institutions et le questionnaire a été traduit en espagnol. Au 10 août, 190 réponses ont été reçues de 133 pays, certaines de pays ne figurant pas dans l'annuaire statistique de l'Unesco ou n'adhérant pas à l'IFLA. Cependant pour l'Amérique latine, 6 pays seulement sur 19 ont fourni une réponse. Ce projet a été

financé par l'IFLA qui a déjà versé 3 250 NLG⁶ pour 1993 et doit verser 4 750 NLG au titre de 1994.

- *Traduction française du manuel de l'IFLA sur la mesure des performances dans les bibliothèques universitaires*

Cette traduction a été prise en charge par la bibliothèque interuniversitaire de Toulouse sur crédits IFLA de 1 000 NLG. Elle est très avancée, mais doit attendre la mise au point finale de la version anglaise élaborée par Roswitha Poll de la section des bibliothèques universitaires. Des contacts ont été pris pour étudier les modalités de la publication de l'édition française, soit par l'IFLA, soit par Saur, soit par la BIU de Toulouse elle-même. Quant au manuel, certaines de ses parties ont été testées avec succès par quelques BU françaises, en particulier la qualité des catalogues et la disponibilité des documents (vitesse de traitement, délais de communication).

- *Utilisation des statistiques officielles comme indicateurs de performance*

U. Hofmann, de Hambourg, a comparé les statistiques officielles allemandes avec les indicateurs de performance publiés par l'ISO. Il apparaît que celles-ci (comme dans d'autres pays sûrement) sont davantage orientées vers les produits des bibliothèques que vers la demande des utilisateurs.

Seuls quelques éléments sont communs :

- 1.1. Population touchée
- 1.2. Nombre d'entrées de la population à desservir
- 5.1. Heures d'ouverture
- 5.7. Taux d'utilisation de la collection
- 5.8. Prêts à la population à desservir
- 5.11. Taux de consultation des livres.

Quelques données peuvent être aisément calculées par les bibliothèques, telles que le nombre de sièges par rapport aux utilisateurs potentiels ou les catalogues, mais d'autres doivent faire appel à des techniques d'échantillonnage.

Ce projet devrait être rapproché de l'étude du manuel des performances de l'IFLA et des travaux parallèles menés pour l'Union européenne.

- *Étude sur les sources statistiques sur le prix des livres*

Frédéric Lynden, *Brown university Library*, États-Unis, continue de travailler sur ce projet. En août 1994, il avait reçu

74 réponses sur 140 questionnaires, avec des réponses intéressantes concernant la Russie en particulier. Cependant demeurent des zones d'ombre concernant le Proche-Orient, l'Afrique et l'Inde. Les résultats de l'enquête pourraient être présentés au congrès d'Istanbul.

Projets futurs

Jan Bruusgaard a accepté de diriger un petit groupe sur les statistiques des médias électroniques. Il semble nécessaire en effet de décanter cette question avant de programmer un atelier ou une réunion sur ce thème. Les personnes intéressées doivent contacter M. Jan Bruusgaard⁷.

Réunion plénière

La réunion plénière a été consacrée aux statistiques de bibliothèque en Amérique latine. Abdelaziz Abid, du Programme général d'information de l'Unesco, a accepté de présenter le rapport établi par la division des statistiques de l'Unesco sur les statistiques de bibliothèques en Amérique latine. Par son mode de fonctionnement, l'Unesco a le plus grand mal à recueillir les statistiques de bibliothèques. Les commissions pour l'Unesco de chaque pays ne sont pas toujours des interlocuteurs compétents et la diversité des situations administratives rend très incertain l'envoi des questionnaires aux institutions capables de répondre. Bien des pays ne répondent pas, ou donnent des réponses incomplètes, Cuba faisant exception. C'est d'ailleurs pourquoi le répertoire des sources statistiques de bibliothèques élaboré par la section devrait rendre de grands services.

Dans les interventions de la salle la fiabilité des données publiées par l'Unesco a été mise en cause et il a été suggéré qu'avant d'être publiés les chiffres soient revus par chaque pays.

Modesto Zaldivar Collazo, du Centre d'études pour la formation professionnelle en sciences de l'information (Proinfo), a donné un panorama complet des statistiques de bibliothèques à Cuba. C'est en effet une tradition de la section de permettre au pays hôte du congrès de faire le point sur la situation nationale. Trois sys-

6. NLG : Florin néerlandais qui vaut aux environs de 3 F.

7. M. Jan Bruusgaard : Government administration services, ESOP Data base for Norwegian publications, PO Box 8129 Dep. N0032, OSLO, Norvège.

tèmes d'information existent actuellement, pour les bibliothèques publiques dépendant du ministère de la Culture, pour l'information scientifique et technique dépendant du ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement et pour les bibliothèques scolaires dépendant du ministère de l'Éducation. Les données de ces trois systèmes sont coordonnées et exploitées par un organisme central, ce qui donne un corpus de statistiques remarquables et permet d'alimenter les statistiques internationales.

Programmes des conférences futures

Istanbul

En accord avec le groupe sur la mesure des performances dans les bibliothèques, il a été décidé de centrer la réunion plénière sur ce problème important. Quatre interventions seraient prévues, sur les normes ISO, les initiatives de l'Union européenne, le manuel de l'IFLA, ainsi qu'une réflexion sur les relations entre indicateurs de performance pour les bibliothèques publiques et les bibliothèques universitaires. Des comptes rendus sur les projets au point tels que les sources statistiques ou le prix des livres pourraient également avoir lieu.

A la suggestion de M. Sumsion, de Grande-Bretagne, il a été envisagé d'organiser une petite exposition de statistiques de bibliothèques pour permettre aux congressistes de feuilleter et de comparer ces statistiques (*Browsing session*).

Pékin

La réunion plénière, organisée conjointement avec la table ronde sur le management des bibliothèques, devrait être consacrée à la manière de présenter des statistiques de façon parlante et efficace afin d'orienter la décision et d'améliorer le marketing des bibliothèques. La section tenterait également de trouver un orateur chinois capable de faire le point sur les statistiques de bibliothèques en Chine. Par ailleurs pourrait être projeté un atelier sur les statistiques concernant les médias électroniques en collaboration avec différentes sections, dont la table ronde sur l'audiovisuel et la section des nouvelles technologies.

Groupe de discussion sur la mesure des performances dans les bibliothèques universitaires

Issu de la section des bibliothèques universitaires, un petit groupe de bibliothécaires motivés a mis au point le manuel des mesures de performance et tient chaque année une réunion informelle où les expériences sont mises en commun.

L'évaluation des performances des bibliothèques semble être un sujet particulièrement à la mode. Quelques informations ont pu être données sur les normes de l'ISO, dont la huitième version est en circulation et qui devraient être définitivement adoptées. Par ailleurs l'Union européenne s'intéresse également à la question et a chargé un groupe d'experts anglais de faire une liste d'indicateurs, qui devrait être prête au printemps 1995. Dans le même temps un projet plus pratique implique des constructeurs de systèmes de gestion de bibliothèques pour améliorer les statistiques produites par ces systèmes en matière d'évaluation de performance.

John W. Sumsion, directeur de l'Unité de statistiques sur l'information et les bibliothèques (LISU) de l'université de Loughborough, Grande-Bretagne, a fait un très brillant exposé sur l'exploitation des statistiques des bibliothèques universitaires anglaises pour mettre en évidence, grâce à des graphiques, les données principales. La comparaison entre la croissance des effectifs et la baisse des crédits, entre la situation des bibliothèques riches et anciennes et celles des bibliothèques de création plus récente, permet d'attirer avec plus de succès l'attention des décideurs sur les conséquences néfastes d'une politique de réduction drastique des crédits.

Geneviève Boisard a présenté ensuite les expériences faites par quelques bibliothèques françaises pour tester le manuel d'évaluation élaboré par l'IFLA. Ces tests montrent que les méthodes proposées sont efficaces. Ils permettent de tirer des conclusions intéressantes pour l'organisation des bibliothèques universitaires.

Une proposition de John C. Crawford tendant à construire les indicateurs de performance en fonction des différents destinataires à l'intérieur d'une bibliothèque universitaire a été considérée comme intéressante. J. Crawford propose en effet de répartir les bénéfices de telles évaluations en autorités

de tutelle, bibliothécaires chefs de service, autres personnels, enseignants, chercheurs, étudiants avancés, étudiants débutants, ce qui permet de mieux cerner les données à collecter et les conclusions à en tirer.

Table ronde du matériel audiovisuel

Plusieurs réunions du comité exécutif ont permis de faire le point sur les projets en cours, et à venir. En particulier, la publication prochaine de cinq brochures concernant la conservation des différents types de supports audiovisuels, il s'agit d'un projet financé par l'IFLA et exécuté par le *Technical Coordinating Committee* (cf. ci-dessous) ; la participation de la table ronde au programme UAP de l'IFLA (visites de collections audiovisuelles) et la réalisation d'une bibliographie sur la bibliothéconomie des collections audiovisuelles (nouveau projet à mettre en œuvre en 1995).

Dans le cadre de la collaboration établie entre les différentes organisations professionnelles représentatives de gestionnaires de collections audiovisuelles (FIAP, FIAT, IFLA, IASA, ICA, Unesco, regroupées dans une *NGO Round Table on Audiovisual Records*), il est prévu d'organiser un atelier sur les questions juridiques liées à la collecte et à la consultation des documents audiovisuels (organisé par la table ronde de l'IFLA, avec le soutien de l'Unesco, il se tiendra à la BNF les 5 et 6 décembre prochains) et de soutenir un symposium technique sur les questions de conservation, organisé par l'émanation technique de cette table ronde (le *Technical Coordinating Committee*, à Londres, au mois de janvier prochain).

Il faut noter que la participation, via l'IFLA, à ce groupe d'organisations professionnelles est extrêmement enrichissante. Elle permet un échange d'informations et des collaborations très fructueuses. L'IFLA jouant dans ce groupe un rôle particulier de représentant à la fois des gestionnaires et des usagers d'archives audiovisuelles.

Par ailleurs, les programmes des deux prochaines conférences ont été ébauchés.

En 1995, le thème pourrait être celui des nouveaux projets audiovisuels, avec notamment la présentation du projet de la BNF.

En 1996, une session serait organisée conjointement avec la table ronde « Recherches sur la lecture », sur le thème des usages de l'audiovisuel dans les bibliothèques, ainsi qu'une session avec la section des statistiques. Ces programmes seront étudiés de manière plus approfondie lors de l'*Interim meeting* qui se tiendra à Paris en novembre prochain.

L'*AV Media Round Table* est actuellement relativement dynamique, mais comporte peu de membres. Sa transformation en section permanente, la prise en charge des nouvelles technologies et notamment des multimédias, le développement de ses projets, et plus généralement l'intérêt des confrontations, dépendent d'une assise plus large. Cet élargissement va constituer un axe de travail important dans les mois à venir.

De l'audiovisuel aux multimédias

Tel était le titre de l'*Open session* organisée par la table ronde le 24 août. Les communications abordaient la question de différents points de vue.

Isabelle Giannattasio (France) exposait l'état de l'art, en termes de supports techniques et d'offre éditoriale et en termes bibliothéconomiques.

Maria Pillar Gallego (Espagne) présentait le département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale d'Espagne, qui reçoit le dépôt légal depuis 1938 de toutes les catégories d'imprimés, d'images et de compositions musicales reproduits en plusieurs exemplaires pour être diffusés au moyen d'un procédé mécanique ou chimique. Cette large définition a permis de collecter très tôt les documents informatiques et maintenant les multimédias.

Bibbi Andersson (Suède) montrait l'extension des nouveaux médias dans les bibliothèques publiques suédoises, considérées non seulement comme des centres de ressources mais aussi comme des lieux d'apprentissage des moyens informatiques.

Sandy Norman a fait le point des questions juridiques posées aux bibliothèques par la communication des nouveaux supports, au regard des législations et des conventions internationales.

Le thème était manifestement très porteur, puisque cette session a été suivie par une centaine de personnes, dont beaucoup ont laissé leur carte pour être tenues au courant des activités de la table ronde.

Section théorie et recherche en bibliothéconomie

Selon le programme à moyen terme, le travail de la section s'ordonne selon plusieurs axes :

- informer sur les recherches en cours en jouant le rôle d'observatoire critique ;
- faciliter la communication entre chercheurs ;
- aider à la diffusion des recherches et veiller à leur mise en application pratique ;
- définir et promouvoir des guides méthodologiques.

L'un des objectifs de la section est de susciter des études bibliométriques sur la recherche en sciences de l'information. La méthode a été définie par K. Järvelin et P. Vakkari (université de Tampere, Finlande). Les articles de référence sont "Content Analysis of Research Articles in Library and Information Science", paru dans *Library and Information Science Research* 12, (1990) et, par ailleurs "The Evolution of Library and Information Science 1965-1985: a Content Analysis of Journal Articles" paru dans *Information processing and management* 29,1 (1993).

En 1993, lors du congrès de Barcelone, V. Cano et C. Rey (université Charles-III, Madrid, Espagne) ont présenté une étude bibliométrique sur dix années de recherche espagnole en sciences de l'information à travers deux revues bibliothéconomiques espagnoles particulièrement significatives.

Poursuivant ces travaux, cette année, P. Bernard et L. Lambert (université de Montréal, Canada) ont présenté une analyse de contenu de trois revues québécoises en sciences de l'information sur une période d'une vingtaine d'années. Il s'agissait de *Archives* (1969-1990/1991), *Argus* (1971/1972-1990) et *Documentation et bibliothèques* (1973-1990).

Les indicateurs retenus pour définir un texte de recherche sont la mention explicite d'une méthodologie de recherche et la présentation des résultats obtenus suite à son utilisation. Il est apparu que les proportions de textes de recherche dans les trois revues, en nombre de textes et en nombre de pages, étaient les suivantes : *Documentation et bibliothèques* : 18 % et 12 % ; *Argus* : 15 % et 10 % ; *Archives* : 7 % et 7 %. Les autres éléments analysés étaient les sujets couverts, le nombre moyen de pages, de références et de

notes, le nombre d'auteurs par article et les méthodes de recherche utilisées. Sur ce dernier point, l'enquête prédomine, suivie de très loin par la méthode historique et l'analyse de contenu.

Deux autres communications étaient présentées à Cuba : l'une était le rapport d'une enquête menée en liaison avec le programme de l'ALP (*Advancement of Librarianship in the Third World*) dont le siège est à l'université d'Uppsala, en Suède, en vue de la création d'une base de données sur les organismes aidant les bibliothèques et centres d'information dans les pays en voie de développement ; l'autre présentait un bilan de la recherche bibliothéconomique à Cuba depuis une quinzaine d'années.

Pour la conférence d'Istanbul, il a été décidé de poursuivre le travail d'évaluation bibliométrique : une proposition du Royaume-Uni devrait être acceptée.

Par ailleurs, il a été décidé d'organiser un séminaire sur les activités de recherche menées dans les bibliothèques. L'idée est de mettre de côté la recherche théorique pour se tourner vers les activités de recherche pratique faites sur le terrain dans différents types de bibliothèques et dans divers pays.

Division des activités régionales

Dans une réunion conjointe des trois sections Amérique latine-Caraïbes, Asie-Océanie et Afrique sur le thème de la conservation et de la préservation des documents, Nancy Jiménez, de la Bibliothèque nationale du Venezuela, a présenté l'opération de sauvetage d'un fonds de 100 000 plans d'architectes de la fin du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle concernant des projets officiels. Il s'agissait de récupérer au ministère du Développement urbain, après signature d'une convention, l'ensemble de la collection, de nettoyer, transférer, conditionner pour la conservation et mettre en route la restauration. L'exposé, illustré de diapositives, a permis d'apprécier les conditions antérieures de conservation, extrêmement déficientes, le très mauvais état d'une partie des documents, la diversité des supports et des techniques utilisés par les architectes ainsi que les différentes phases du travail. N. Jiménez a conclu sur les problèmes particuliers aux climats tropicaux en matière de conservation du papier et, du débat qui a suivi, est sorti

le souhait d'une collaboration systématique, dans des projets communs, des trois régions du globe concernées par les mêmes conditions climatiques.

Table ronde « Recherches sur la lecture »

Une centaine de personnes ont assisté à la séance ouverte de la table ronde « Recherches sur la lecture ». Quatre textes ont été présentés.

Lire à Cuba

Emilio Setien, de la Bibliothèque nationale José-Martí, a présenté les recherches sur la lecture à Cuba. Celles-ci s'articulent en quatre axes : l'enseignement de la lecture et son rôle dans la formation de la personnalité des apprenants ; les relations entre les pratiques de lecture et la production éditoriale du pays ; les pratiques de lecture en général et singulièrement en bibliothèques. Ces recherches montrent les lacunes entre l'édition, pour enfants et jeunes notamment, et les besoins de ceux-ci. Elles montrent aussi un écart entre les déclarations et les pratiques effectives : si beaucoup de Cubains affirment bien volontiers que la lecture est importante ou qu'ils connaissent tel ou tel auteur du patrimoine littéraire national, cette culture reste bien souvent d'apparence : les œuvres ne sont pas lues. Pour essayer d'améliorer la situation, le ministère de la Culture a confié à la Bibliothèque nationale le soin de mettre sur pied un Programme national pour la lecture, incluant par exemple une évaluation de l'usage des bibliothèques selon une méthode « employée dans les pays socialistes d'Europe ». On sait que, comparativement à d'autres pays de la région, le taux d'analphabétisme est très réduit à Cuba et que le niveau d'éducation y est élevé. Actuellement la production éditoriale est quasiment inexistante à Cuba, pour les raisons économiques que l'on connaît. Les bibliothèques, comme les individus, manquent du matériel minimum. Comment faire dessiner des enfants après une heure du conte lorsqu'on n'a pas de crayons ? Comment leur donner le goût de lire quand les ouvrages qu'offre par exemple la section pour enfants de la Bibliothèque nationale (eh oui !) sont vieillis et peu avenants ? Pourtant, un personnel nombreux, motivé et compétent exerce dans les bibliothèques cubaines.

Lire en Israël

Shmuel Sever, secrétaire de la table ronde, directeur de la bibliothèque universitaire de Haïfa, a ensuite présenté l'évolution de la lecture en Israël au cours des vingt dernières années. Plusieurs facteurs influencent fortement les pratiques de lecture, estime le professeur Sever. L'invasion des écrans de télévision d'une part, le contexte politique et les menaces de guerre ou guerres effectives de l'autre. S. Sever s'est livré à une analyse critique des enquêtes existantes : les statistiques ne précisent jamais si elles incluent les bibliothèques scolaires dans la fréquentation des bibliothèques, les lectures professionnelles ou obligées aux côtés des lectures gratuites. Mais là comme ailleurs, alors que chacun espérait de l'accroissement du niveau d'éducation une augmentation des pratiques de lecture, c'est le contraire qui a eu lieu. Les pratiques de lecture et la fréquentation des bibliothèques semblent décroître : 50 % d'adultes lecteurs de plus de 12 livres par an dans les années 1970, 40 % aujourd'hui.

Israël est un pays de plus en plus multi-culturel. Dans quelle langue écrire les livres : 70 % de la population lit l'hébreu uniquement, 30 % l'hébreu et une autre langue ou seulement une autre langue. Si la lecture de livres semble décroître, celle de la presse, et surtout des journaux est le fait de 80 % de la population. Une pratique plus mascu-

line que féminine. Pour le professeur Sever, les choix politiques des différents partis au pouvoir ont eu aussi une influence importante sur la situation des bibliothèques : soutenues par certains, elles ont été négligées par d'autres. Si une loi concernant les bibliothèques fut promulguée en 1975, ce fut sous « une forme très diluée ». Dans les années 1980, beaucoup de bibliothèques furent créées dans les communautés arabes, mais le soutien global du gouvernement aux créations de bibliothèques cessa. Pour S. Sever, l'ouverture insuffisante des bibliothèques aux nouveaux supports et singulièrement à la vidéo est une erreur.

Ce n'est qu'en 1985 que la direction des Bibliothèques exigea que la formation des bibliothécaires soit effectuée par des écoles professionnelles accréditées. Mais beaucoup de lacunes subsistent dans cette formation.

Il fait du développement des bibliothèques publiques un bilan en demi-teintes : *beaucoup reste à faire avant qu'on puisse dire qu'Israël a un système de bibliothèques digne du « peuple du Livre ».*

Lire en Pologne

Jadwiga Kolodziejska, de la Bibliothèque nationale de Varsovie, s'est interrogée sur les effets des bouleversements politiques sur les pratiques de lecture. La table ronde « Recherches sur

la lecture » s'est efforcée ces quelques années d'être attentive aux conséquences que peuvent avoir sur les modalités et choix de lecture les évolutions politiques, mais aussi culturelles des régimes d'Europe de l'Est⁸.

Les conséquences de la libéralisation des biens et des services et du passage à l'économie de marché ne furent pas toujours roses : entre 1987 et 1992, par exemple, 12,3 % des bibliothécaires ont perdu leur travail. Austérité budgétaire et rationalisation économique aidant, 543 bibliothèques publiques, sur 10 313, furent fermées entre 1989 et 1993, dont 60 % en zone rurale ; en 1992, 762 bibliothèques durent réduire leurs heures d'ouverture. L'achat de livres neufs diminua de 14,4 volumes pour 100 habitants en 1989 à 8,9 en 1992. Les livres de divertissement, la sous-littérature, l'édition pirate et les cassettes vidéo font une entrée en force. Le nombre de lecteurs de journaux et de revues a diminué.

Pourtant J. Kolodziejska ne fait pas partie de ceux que cette situation rendrait nostalgiques. Pour plusieurs raisons. La plupart des évolutions négatives qu'elle souligne ne datent pas de la chute du régime communiste, mais du début des années quatre-vingt. D'autre part, l'analyse qu'elle fait de la situation est nuancée. Du côté des éléments positifs, elle souligne qu'un nombre croissant de personnes lisent : 41 % de non-lecteurs de livres en 1985, 29 % en 1992. Comment regretter un système où depuis plus d'un demi-siècle, la politique culturelle a été asservie à l'État [...]. De même que la nationalisation de l'édition l'a rendue étrangère aux intérêts et aux besoins réels du public, la nationalisation des bibliothèques les a séparées de la population en les assujettissant aux directives centrales du parti et de l'administration. Ce système avait réussi à interdire au lecteur polonais tout contact avec la littérature des émigrés polonais ainsi qu'avec l'essentiel de la littérature mondiale, qu'il s'agisse de

la littérature de haut niveau ou de la littérature populaire. L'édition clandestine puis la liberté actuelle (2 273 éditeurs recensés en 1993 !) ont permis de lire des auteurs essentiels que la censure avait interdits pendant 45 ans.

Lire en Grande-Bretagne et aux États-Unis au XIX^e siècle

C'est à un retour sur l'histoire qu'invitait Paul Sturges, enseignant à l'École des bibliothèques de *Loughborough University*. Dans les deux pays, l'alphabétisation a marché de pair avec l'accroissement de la scolarisation et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. La révolution de la presse eut lieu à la fin du siècle, avec par exemple les tirages massifs du *Daily Mail*, du côté des quotidiens, et de titres tels *Tit-Bits*, du côté des magazines populaires. C'est aussi à cette époque que le livre devient plus abordable : *publication de romans et autres livres en plusieurs volumes, des séries à un prix très bas, des réimpressions bon marché de livres à succès publiées deux ou trois ans après l'édition originale, et des séries populaires vendues dans les gares. A la fin du siècle, le commerce du livre était basé sur un tirage de dizaines et même de milliers d'ouvrages, presque tous à des prix abordables pour la plupart des travailleurs.*

Et Paul Sturges d'analyser plusieurs signes du degré d'investissement dans l'écrit des communautés urbaines : importance variable des trafics postaux, composition socioprofessionnelle des inscrits dans les bibliothèques. Que ce soit en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, à Boston où s'est ouverte en 1895 une superbe bibliothèque offrant 600 000 volumes et 900 places, ces nouvelles bibliothèques publiques étaient surtout fréquentées par les classes moyennes. Les discours d'intention visent tous à *développer l'esprit des classes ouvrières*, et l'offre réelle est destinée de fait aux classes instruites : *ce qui s'était passé, c'était que les villes avaient créé une institution, soi-disant pour la communauté entière, mais qui en fait ne servait qu'une minorité, suivant les mêmes principes que ceux établis par les différents types de bibliothèques déjà existantes.*

Décidément, même la nostalgie ne peut plus être ce qu'elle était...

Section Amérique latine-Caraïbes

Alex Richard, de la bibliothèque municipale de Saint-Martin, Martinique, a décliné l'alphabet de la coopération des bibliothèques de la Caraïbe. **A** comme action, comme autonomie, **B** comme base de données bibliographiques, **C** comme culture, coopération, corporatisme, **D** comme décentralisation, etc. Il a souligné la difficulté à passer des désirs communs de coopération à la mise en œuvre, soulignant les freins économiques (coûts des acheminements postaux, des télécommunications, taxes), les freins institutionnels (diversité des statuts politiques des douze îles concernées) ainsi que l'obstacle que représente la multiplicité des logiciels utilisés au moment de réaliser un catalogue collectif. Il suggère la création d'une agence de coopération ayant un cadre institutionnel, une politique et un domaine d'intervention bien définis qui pourrait avoir un rôle moteur.

Elsa Ramirez Leyva, de la bibliothèque universitaire de Mexico, s'est interrogée sur le développement peu important de la bibliothéconomie latino-américaine qui a pour conséquence le recours aux publications « étrangères » correspondant à d'autres contextes socio-culturels. La création d'écoles de bibliothéconomie dans la plupart des pays de la zone géographique traduit une avancée notable en matière de formation professionnelle même si l'on constate une grande disparité des cursus et des niveaux de formation. La base de données INFOBILA, issue d'un programme de formation de chercheurs en bibliothéconomie, et qui comporte actuellement 5 697 références bibliographiques de littérature professionnelle latino-américaine, constitue une tentative pour rassembler les efforts dispersés, favoriser l'utilisation des textes locaux, faire naître une identité professionnelle régionale. Le projet bénéficie de l'appui financier de l'IFLA.

La directrice du Centre de recherche en bibliothéconomie de l'université de Buenos Aires, Stella Maris Fernandez, a centré son intervention sur la situation du Cono Sur (Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay), présentant l'Association des écoles de bibliothéconomie du Cono Sur dont la création a reçu l'appui de l'Unesco en 1991. Les premières tâches de cette association ont été de rassembler les références bibliographiques des publications des enseignants des écoles

8. Voir par exemple l'ouvrage issu de la rencontre organisée par la table ronde « Recherches sur la lecture » tenue à Paris en 1992 sur ce thème et plus généralement sur la lecture en Europe : *La lecture d'Est en Ouest : regards européens*, BPI (coll. Études et Recherche), Paris, 1993. Parmi les publications récentes de la table ronde, citons *Young People and Reading: International Perspectives*, actes d'un atelier tenu à Moscou et organisé conjointement avec la section des bibliothèques pour enfants ; *Reading Habits of Children and Youth* par J. Kolodziejska et B. Luckham, publié dans la *Newsletter* 10, la Table ronde, juillet 1994.

de bibliothéconomie des pays impliqués, d'élaborer un annuaire des enseignants mentionnant leur formation et leur spécialité et de créer une base de données des travaux de recherche en bibliothéconomie actuellement en cours dans ces mêmes pays.

L'association se veut un lieu d'échange d'expériences, d'évaluation de l'enseignement professionnel, d'élaboration de stratégies et de programmes afin de faire disparaître les disparités, de mise sur pied d'un 3^e cycle universitaire en sciences de l'information. Elle désire aussi faciliter l'accès à la littérature professionnelle de façon générale et encourager la production de textes en langue espagnole, tout particulièrement dans la région, et entreprendre une normalisation de la terminologie.

La conversion rétrospective du *Handbook of Latin American Studies* (vol. 1-49), publié par les Presses de l'université du Texas et préparé par la Bibliothèque du Congrès, a été présentée par Sue Mundell. Pour des raisons économiques le projet d'une conversion en format MARC a été provisoirement abandonné et la solution d'une base de données en ASCII sur CD-ROM, avec des liens hypertexte aux index de chaque volume, a été retenue. Cela n'exclut pas la possibilité d'une conversion en MARC dans l'avenir. Un accès sur Internet est prévu.

De façon générale l'ensemble des interventions de nos collègues de cette section se faisaient écho des actions de coopération actuelles et exprimaient le désir d'une plus grande collaboration dans l'avenir pour une meilleure formation professionnelle, pour mettre les ressources humaines et bibliographiques en commun, en souhaitant pour continuer dans ce sens l'appui financier des organismes internationaux et la collaboration des collègues des autres pays.

Section des bibliothèques universitaires

Sur les 50 à 55 personnes composant la délégation française à l'IFLA 94, 15 venaient de bibliothèques universitaires ou de grands établissements. Le menu du congrès à leur intention était relativement copieux puisque, outre la session plénière, un atelier était organisé conjointement avec le groupe Afrique, et que d'autre part le « groupe de dis-

cussion » sur la mesure des performances dans les bibliothèques universitaires tenait, comme cela devient maintenant presque une tradition, sa réunion annuelle. Pour peu que l'on glanât aussi, au gré du programme général, dans les sections aux sujets d'intérêt proches comme celle des bibliothèques médicales, on pouvait obtenir un aperçu significatif des préoccupations des BU à travers le monde : pour l'essentiel, la mise en œuvre des nouvelles technologies, ainsi que l'organisation et l'utilisation des réseaux.

Ainsi, Maria Christina Santos Labourdette, directrice de la bibliothèque de l'université de La Havane, présenta le réseau des bibliothèques universitaires de Cuba qui réunit les quelque vingt universités ou instituts supérieurs du pays. Réseau de type traditionnel depuis 1978, il a vu son fonctionnement transformé par l'informatisation progressive des établissements, la mise en place d'un serveur national pour l'information scientifique et technique, et l'utilisation des réseaux de télécommunication. Les premières réalisations effectives sont des catalogues collectifs thématiques (périodiques de sciences naturelles et exactes, vidéos scientifiques), une messagerie, le prêt entre bibliothèques, l'avenir étant représenté par des projets de transmission électronique de documents en texte intégral.

A la session des bibliothèques médicales, nous eûmes une présentation du réseau cubain, support du système national d'information du ministère de la Santé publique et qui offre des services étendus tels que l'interrogation de la plupart des banques de données biomédicales sur CD-ROM ou la consultation de banques de données nationales spécifiques. Un autre orateur présenta les avantages, nombreux selon lui, mais aussi les risques de l'utilisation d'Adonis, spécialement dans des pays en voie de développement : système sur CD-ROM offrant avec un décalage très faible le texte intégral des 300 principales revues médicales, Adonis dispense théoriquement de prendre l'abonnement sur papier, mais le coût lié notamment au volume de consultation et d'impression des articles reste très onéreux et de surcroît difficile à maîtriser, malgré l'aide au démarrage apportée par l'Unesco dans certains pays. Un dernier exposé, dense et stimulant, présenta Internet et toutes ses possibilités à un public avide de voir cet outil devenir réalité dans ses établissements.

Au cours de l'atelier commun avec le groupe Afrique, deux communications furent le point de départ de débats de groupe d'un intérêt très vif. L'un, par Robert P. Doyle, de l'*American Library Association*, présenta les principes, l'intérêt, les modalités et les effets à attendre du jumelage entre bibliothèques, une idée nouvelle pour la plupart d'entre nous mais qui ouvre des perspectives créatives en matière de relations et d'échanges professionnels.

M. Allen de son côté (université de Perth, en Australie) partant du constat que dans un grand nombre de pays notamment les pays en voie de développement, les budgets des BU étaient en récession, esquissa des pistes pour améliorer l'utilisation des ressources : convaincre les instances universitaires de la place essentielle de la documentation dans l'enseignement supérieur, différencier en fonction des types d'utilisateurs la réponse documentaire la plus appropriée, et là encore recourir le plus possible aux techniques nouvelles et aux réseaux pour satisfaire certains de ces besoins, au premier rang desquels la recherche.

Le groupe de discussion sur l'évaluation des performances fit le point de son programme de travail : publication imminente du guide en anglais, traductions en français et en espagnol bien avancées. L'on y apprit aussi que outre l'IFLA et l'ISO, la Commission européenne de Bruxelles travaillait à une « boîte à outils » de l'évaluation en bibliothèque et envisageait de réaliser un cahier des charges des fonctionnalités souhaitables d'un système intégré de gestion en matière de statistique, qui sera soumis aux fournisseurs de systèmes.

En conclusion, un congrès riche de réflexions, de rencontres, d'échanges, de propositions. Seconde en importance au sein de l'IFLA avec quelque 400 membres, la section des BU souhaite augmenter son activité et se donner une image encore plus dynamique en définissant des projets et des axes de travail à moyen terme. Parmi ceux-ci, un thème qui intéresse au plus haut point : entre la constitution et le développement des collections « locales » et le recours aux réseaux pour l'accès à l'information bibliographique ou en texte intégral, toute bibliothèque universitaire a un équilibre à trouver – aussi bien en termes de qualité des services rendus que de coûts – pour lequel nous manquons singulièrement de réflexion théorique, d'évaluation, de critères ou de balises. Rendez-vous aux prochains congrès...